

Après l'épidémie, l'heure des choix pour les soins de santé



Une fois la crise surmontée, une réflexion sur l'avenir des soins de santé devrait pouvoir être menée. ©Photo News

Quentin Jorris

24 avril 2020 16:44

Le Covid-19 met nos soins de santé à rude épreuve. Afin de sortir grandi de la crise, il conviendra d'en tirer des enseignements. Pour les acteurs du secteur, des opportunités de changement à court et long terme existent. Seront-elles saisies?

Tous les soirs à 20 heures: même rituel. Dans l'ensemble du pays, des citoyens ouvrent portes et fenêtres pour battre des mains à l'unisson. Ces applaudissements, ce sont des remerciements adressés à un personnel de santé aux abois face à un virus indompté. S'il n'est pas encore vaincu, cet ennemi invisible recule. La population, elle, prend conscience de **l'importance d'un secteur parfois malmené par le monde politique.**

Globalement, notre système de santé a encaissé le choc. Ses **atouts, mais aussi certaines de ses failles**, sont apparus au grand jour. Soyons clairs: notre modèle est bon, mais perfectible. Cette crise ne constitue-t-elle pas une occasion unique de le repenser, de le rendre meilleur encore? "Il y a une convergence entre les acteurs pour dire qu'un certain nombre de choses doivent changer", acquiesce le directeur général des Mutualités libres, Xavier Brenez. Changer certes, mais pas de n'importe quelle manière. Si la crise met en lumière certaines faiblesses, il faudra veiller à **ne pas prendre de décisions trop émotionnelles** une fois celle-

ci maîtrisée. "Le coronavirus est un problème de santé parmi beaucoup d'autres. L'épidémie actuelle a un impact sur le système, mais aussi sur tout un chacun en raison du confinement. À côté de cela, il y a depuis très longtemps des épidémies silencieuses liées aux maladies chroniques" dont l'impact est considérable, souligne-t-il. En résumé: tirons des leçons de la crise, mais ne la laissons pas nous aveugler.

Miser sur la transversalité

Pour Jean Hermesse, vice-président des Mutualités chrétiennes, un premier constat s'impose: **"Le manque de transversalité a handicapé la lutte contre la pandémie** en Belgique. Nous avons concentré tous nos efforts sur les hôpitaux, négligeant les maisons de repos et les soins à domicile." Directeur général de l'Unessa, une coupole regroupant 900 structures de soins, Christophe Happe partage cette analyse. Pour ces deux hommes, cela ne fait pas de doute: une **organisation plus intégrée** impliquant tous les acteurs de la santé doit être privilégiée.

JEAN HERMESSE

VICE-PRÉSIDENT DES MUTUALITÉS CHRÉTIENNES

Le chantier de la **mise en réseau des hôpitaux**, dont l'objectif est d'accroître la qualité et l'efficacité des soins, devrait partiellement répondre à leurs préoccupations. "La crise démontre que ces réseaux ont effectivement un sens. Elle a peut-être même permis d'accélérer leur fonctionnement sur le terrain", estime Xavier Brenez. "Il y a clairement un intérêt à ce qu'un groupe d'établissements hospitaliers dans une région définie travaille sur **un programme de soins et se répartisse les spécialités**, tout en ayant des stocks communs. Mais il faut aller plus loin et prendre en compte l'ensemble des domaines de soins, dont les maisons de repos", ajoute-t-il.

Bien qu'une approche plus coordonnée semble être l'évidence, sa réalisation risque de se **heurter à la lasagne institutionnelle belge**. Avec la sixième réforme de l'État, les responsabilités en termes de santé ont été éclatées, ce qui ne facilite pas toujours - c'est un euphémisme - l'organisation d'un véritable continuum de soins. Aujourd'hui, l'assurance maladie et une grande partie du financement des hôpitaux relèvent par exemple du Fédéral, tandis que les maisons de repos sont de la compétence des Régions.

Ne nous leurrions pas: une refédéralisation n'est pas à l'ordre du jour. Pour autant, les responsables gagneraient probablement à se coordonner davantage afin d'élaborer une **véritable stratégie transversale** sur les soins de santé. C'est facile à dire, bien plus compliqué à mettre en oeuvre. L'épisode du coronavirus offre toutefois une opportunité de réflexion en la matière, ne pas la saisir serait certainement une erreur.

Réinvestir dans la santé

Au-delà de la transversalité, l'après-crise constituera-t-elle un "momentum" pour réinvestir dans la santé? Yves Smeets, directeur général de la fédération hospitalière Santhea, en est convaincu. À ses yeux, **le renforcement du personnel soignant dans les hôpitaux** devra d'ailleurs être l'une des priorités du monde politique une fois le virus terrassé.

CHRISTOPHE HAPPE

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESSA

Christophe Happe, qui plaide également pour un encadrement accru, insiste: la santé ne doit **pas être considérée comme un coût, mais bien comme un investissement**. "Nous en avons fait la démonstration lors de cette crise. Quand la santé se détériore largement, l'ensemble des secteurs sont impactés. À l'inverse, quand elle va bien, le reste se porte bien", assène-t-il.

À la tête de GIBBIS, une fédération rassemblant des établissements hospitaliers et de soins bruxellois, Patricia Lanssiers tient un discours proche de ses homologues: "Il faut qu'on ait un système de financement qui, en même temps, puisse remplir les missions de santé publique de chacun de nos hôpitaux tout en leur permettant de **continuer à innover**. On doit pouvoir aller de l'avant et anticiper, mais aussi continuer à rendre nos établissements **plus efficaces**."

PATRICIA LANSSIERS

DIRECTRICE GÉNÉRALE DE GIBBIS

Renforcer le personnel soignant et continuer à innover paraît indispensable pour ces acteurs. Est-ce possible dans le cadre budgétaire actuel? Non! Nos interlocuteurs sont formels: la **norme de croissance du budget fédéral des soins de santé, fixée à 1,5%** par le gouvernement Michel, ne le permet pas.

"À la louche, on a un budget annuel des soins de santé d'environ 25 milliards d'euros. Avec la norme de croissance, cela veut dire qu'on y ajoute à peu près 380 millions. Pour faire des investissements dans les différents secteurs de soins de santé, dont les hôpitaux ne sont qu'une partie, ce n'est pas suffisant, insiste Patricia Lanssiers. Certes, il va y avoir le fonds blouses blanches pour le personnel. C'est un premier pas indispensable mais ceci ne concerne qu'une partie des défis auxquels le secteur doit faire face. Après l'épidémie, il faudra prendre le temps de soigner notre système de manière globale, **plutôt que de se contenter de sparadraps** à chaque nouvelle crise."

Optimisation et prévention

À en croire le Bureau du Plan, le budget fédéral des soins de santé devrait augmenter d'environ **2,2% chaque année** afin de coller à l'évolution des besoins. Sans changement, l'écart entre la norme actuelle et lesdits besoins pourrait s'élever à quelque deux milliards d'euros d'ici 2024. Toutefois, même avec une telle norme, des choix devront être posés, avertit Xavier Brenez.

"Il y a bien entendu aussi des optimisations à faire dans le système. On surconsomme dans certains domaines, on a une redondance d'infrastructures, des rémunérations inégales ... Il est possible de dégager des moyens et ceux-ci seront nécessaires", estime-t-il.

"**La solution, ce n'est pas uniquement plus de soins de santé**. Il faut des budgets suffisants, mais croire que notre salut se trouverait là serait aussi une erreur", ajoute Jean Hermesse. En prenant la Belgique dans son ensemble, on constate qu'environ 45 milliards d'euros sont consacrés annuellement aux dépenses de santé, soit approximativement 10% de la richesse nationale du pays. Pour les deux mutualistes, une réflexion sur la manière d'utiliser ces fonds est indispensable. La **prévention, "parent pauvre" des dépenses**, doit être largement renforcée.

"En réorientant un certain nombre de moyens en prévention, on y gagnerait probablement beaucoup. Pour tout ce qui est diabète, cancer et problèmes cardiologiques, on pourrait réduire les taux de mortalité, assure Xavier Brenez. À un certain moment, il faut se poser la

question de savoir si on veut d'une **société qui gère les maladies ou plutôt qui s'occupe de la santé des individus et de sa préservation.**"

XAVIER BRENEZ

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES MUTUALITÉS LIBRES

Outre une attention accrue pour la prévention, une occasion réelle pour **repenser l'accompagnement des personnes âgées** devrait s'ouvrir après cette crise. "Avec le tsunami du vieillissement en approche, on peut s'interroger sur le modèle actuel. Faut-il poursuivre avec une dominante de soins résidentiels groupés? On constate en tout cas que cette voie est fragile en cas d'épidémie", note Jean Hermesse. Soutenir les aidants proches, développer les résidences services, l'intergénérationnel ou encore accorder plus de moyens à l'accompagnement à domicile sont des alternatives connues.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, des choix politiques devront être posés. Ces derniers mois, l'ensemble du personnel soignant s'est donné sans compter. Ce dévouement, il conviendra de ne pas l'oublier lorsque l'heure des décisions sonnera.